



La mondialisation, ni Dieu ni Diable

LA GRANDE PERTURBATION, Zaki Laïdi,
Flammarion, février 2004, 474 p.

Dans le flot de littérature francophone dénonçant la mondialisation sur le mode apocalyptique, il est rafraîchissant de tomber sur un livre qui, sans parti pris, assume la complexité du phénomène sans négliger ses racines historiques et philosophiques. Le champ d'observation du politologue Zaki Laïdi ne se limite pas aux données quantifiables sur la mondialisation – même si ses quelque 450 pages contiennent une sélection intelligente des chiffres les plus pertinents – mais inclut également ce qu'il nomme la «phénoménologie d'un monde nouveau», soit la manière dont ce dernier est vécu.

Dans la perception actuelle, l'angoisse domine: crainte des délocalisations, de l'uniformisation. Peu importe qu'elle soit souvent exagérée (plusieurs exemples développés par l'auteur appellent à la nuance), elle existe. En reprenant différentes études qui tentent de cerner cette peur et l'opposition qu'elle génère, Zaki Laïdi constate qu'elle repose moins sur l'idéologie que sur l'âge, le milieu socioprofessionnel. «Aux acteurs exposés s'ajoutent des acteurs protégés qui craignent d'être un jour déprotégés par l'extension de la logique marchande.» Les réactions, chez les premiers comme chez les seconds, sont d'ailleurs ambivalentes. Fondamentalement, leur atten-

te porte sur la mise en cohérence politique et symbolique d'une réalité complexe, source de nouveaux clivages.

L'État, «idiot utile du village global», a-t-il perdu ce rôle? Non, répond l'auteur. Certes, la souveraineté classique perçue en termes de contrôle d'un territoire perd en partie de sa signification mais, paradoxalement, la mondialisation augmente la «demande sociale» d'État, elle crée un besoin de «domestiquer» les forces du marché. Difficile de ne pas appuyer ce constat en mentionnant ici un autre livre publié récemment par le lobby de l'économie Avenir suisse: *Ökonomik der Reform*, dissertation sur la difficulté des institutions politiques suisses à répondre aux défis du monde globalisé, est traversé d'exemples de pays ayant «pris le taureau par les cornes»... donc d'États revitaminés par la nécessité d'un destin contraire. Simplement – pour en revenir à Zaki Laïdi – l'État a perdu le «monopole de l'expertise». La gouvernance, qui «exprime l'entrée du politique dans une ère où il tire sa force de sa capacité à composer plutôt que de celle de s'imposer», remplace la notion de gouvernement classique.

Quant à savoir vers quoi s'oriente la gouvernance mondiale, le débat restera ouvert tant que se concurrenceront sans qu'aucune ne l'emporte les approches américaine (souverainisme, recours à la force) et européenne (harmonisation par la norme). Les leçons de la crise irakienne sont encore trop

fraîches pour savoir vers quoi penche le monde. La «multipolarité construite» que préfigure peut-être le modèle européen mériterait en tout cas que les nouveaux pôles que sont la Chine ou l'Inde soient mieux pris en compte dans les organes de l'ONU, rappelle l'auteur.

Hélas pour les autres, les pays où persiste l'analphabétisme par exemple, «l'ascenseur mondial est en panne». Autrement dit, la carte actuelle des gagnants et des perdants a peu de chances de changer dans les vingt prochaines années. Zaki Laïdi renvoie dos à dos ceux qui prétendent que la mondialisation réduit l'écart entre riches et pauvres et ceux qui affirment qu'elle aggrave les inégalités: on peut soutenir les deux thèses selon les chiffres choisis. Elle est plutôt un révélateur des dysfonctionnements internes des sociétés. «La mondialisation ne constituera jamais un court-circuit magique ou diabolique à des choix politiques dont le point de départ sera toujours endogène.»

L'auteur aborde d'autres enjeux intéressants. Par exemple la «nouvelle question de la propriété» [intellectuelle], analysée selon les critères du bien public, ou l'avenir de l'État fiscal confronté à la concurrence des régimes dérogatoires. Celui qui cherche des réponses simples ressortira frustré de ce livre dense, dont les chapitres se conçoivent plutôt comme autant d'outils de réflexion.

Jean-Claude Péciat